

Travailler à la souveraineté alimentaire dans chaque municipalité

Image not found or type unknown

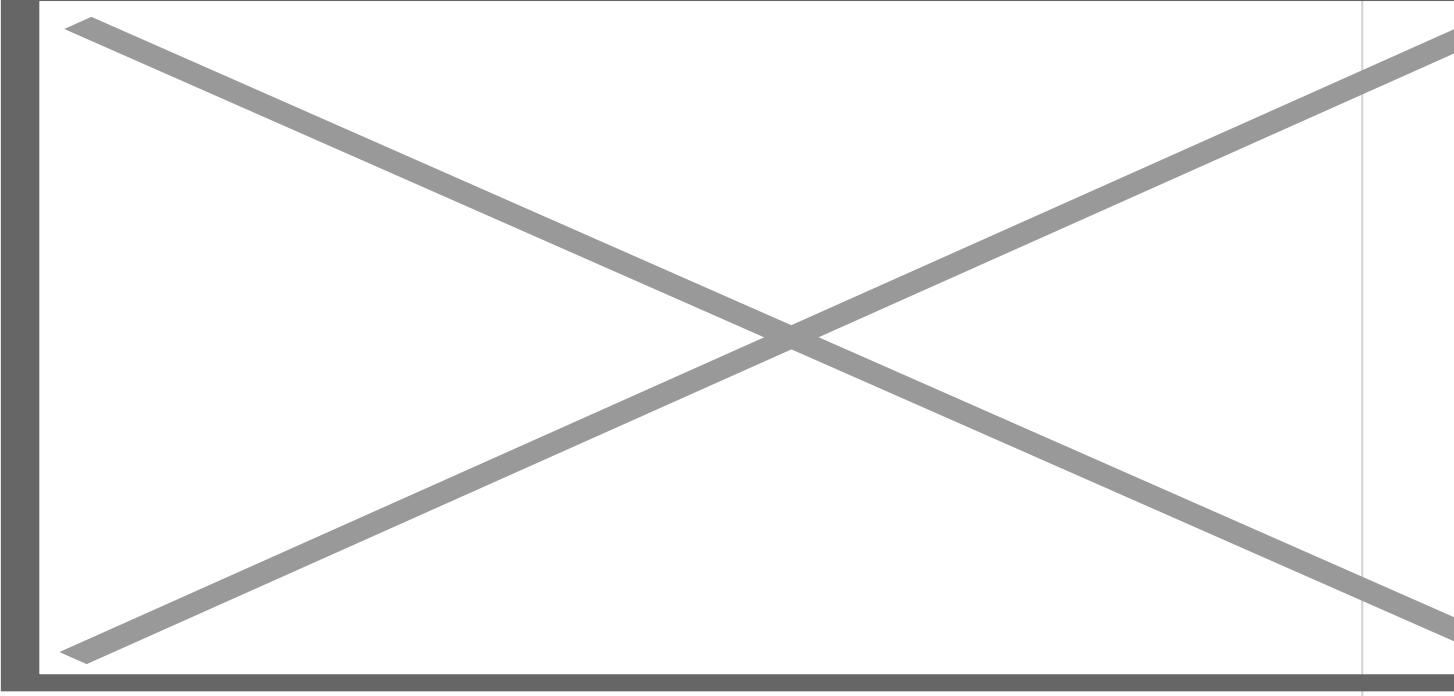


Photo : Estudios Revolución

La Havane, 10 avril (RHC) Manuel Marrero Cruz, membre du Bureau Politique et Premier Ministre a dirigé la réunion annuelle d'évaluation de la Commission Nationale pour la Souveraineté Alimentaire et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Le chef du gouvernement a souligné qu'il était urgent de passer à une étape supérieure dans l'application de la loi SSAN et de promouvoir l'autosuffisance municipale avec un plus grand engagement de la part de tous.

« Beaucoup de travail a été fait, mais il reste encore beaucoup à faire et nous ne pourrons pas être satisfaits tant que nous n'aurons pas atteint une véritable souveraineté alimentaire et une sécurité alimentaire et nutritionnelle, dont l'indicateur et l'unique objectif doit se trouver sur la table de la famille cubaine ; il s'agit d'un problème de sécurité nationale « .

L'affirmation a été partagée ce mercredi par le membre du Bureau politique et Premier ministre Manuel Marrero Cruz, lors de la réunion annuelle de bilan de la Commission nationale qui s'occupe de la question et qu'il coordonne, où il a appelé à se concentrer sur « la recherche de solutions aux problèmes en suspens et à faire des choses différentes ».

Lors de cette réunion, qui s'est tenue par vidéoconférence depuis le Palais de la Révolution et qui était dirigée par le vice-premier ministre, Jorge Luis Tapia Fonseca, il a été convenu que la consolidation des systèmes alimentaires locaux, l'exécution des programmes productifs, ainsi que le contrôle systématique de l'adjudication et de la commercialisation des produits agricoles sont des défis à relever dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (loi SSAN).

Le Premier ministre a également mis l'accent sur d'autres questions telles que le fonctionnement des entreprises agro-industrielles municipales, la généralisation des bonnes pratiques, en mettant l'accent sur celles qui appliquent la vulgarisation agricole et l'agro-écologie, et le développement d'un vaste mouvement d'autosuffisance dans les conseils populaires.

« Il est nécessaire que les municipalités comprennent bien la portée du concept de souveraineté alimentaire et le rôle de chacun des facteurs pour y parvenir », a déclaré M. Marrero Cruz, qui a ajouté que chaque territoire doit analyser le potentiel productif qu'il possède et ce qu'il fait.

Il a ajouté que, de même, il doit préciser quand il peut être autosuffisant en produits, en évaluant systématiquement dans les conseils d'administration et les assemblées municipales comment se déroule l'application de la loi SSAN. « Chaque municipalité doit savoir que les aliments les plus sûrs sont ceux qu'elle est en mesure de produire.

En ce qui concerne le processus d'approvisionnement et de commercialisation, le chef du gouvernement a insisté sur l'amélioration du fonctionnement du comité d'approvisionnement et de tarification, sur un contrôle accru de la production et de ses destinations, sur l'achat direct auprès des producteurs, sur la résolution des problèmes de non-paiement aux producteurs, ainsi que sur l'augmentation des actions de régulation et sur la lutte contre les violations de prix.

Lors de l'évaluation des résultats de la Commission en 2024, il a été indiqué que la dernière période de travail a été marquée par la formation, l'apprentissage permanent et le changement des structures municipales et provinciales. En outre, il a été rappelé que la communication est un processus transversal dans la gestion de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Roberto Pérez Pérez, vice-ministre de l'économie et de la planification, a affirmé que « contracter n'est pas synonyme de produire » et que « les plans doivent être rapprochés des réalités productives des territoires ». De son côté, depuis Matanzas, le membre du Bureau politique Salvador Valdés Mesa, vice-président de la République, a souligné que, compte tenu des progrès réalisés dans l'application de la loi SSAN, les défis à relever cette année sont plus importants pour satisfaire la demande d'aliments.

Dans cette optique, le chef du gouvernement a partagé la certitude de passer à une étape supérieure dans l'application de la norme juridique, « avec une plus grande rigueur dans son contrôle et l'engagement de tous, car ce qui est le plus sûr, c'est ce que nous sommes capables de produire, avec nos propres efforts, avec des initiatives, avec l'application de la science et de l'innovation... ».

C'est pourquoi, a-t-il souligné, nous devons continuer à stimuler la production alimentaire dans les écoles, les familles, les communautés, les lieux de travail et les conseils populaires, où le programme d'agriculture urbaine, suburbaine et familiale et l'autosuffisance municipale sont décisifs pour atteindre les objectifs fixés.

Enfin, il a reconnu les efforts des producteurs, des paysans, des travailleurs du secteur agricole, ainsi que des agences du Système des Nations Unies à Cuba, pour leurs contributions et leurs apports, dans un scénario économique complexe et un blocus renforcé, à l'objectif commun d'atteindre la souveraineté alimentaire de la nation.

(Source : Présidence de Cuba)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/380557-travailler-a-la-souverainete-alimentaire-dans-chaque-municipalite>



Radio Habana Cuba